

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 12/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SITREVA (ex CADD/SUEZ)**

Le Bois Gaillard  
28150 Ouarville

Références : 5932-446/RAPVI/CC/IC220709  
Code AIOT : 0010005932/0010000446

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement exploité par le SITREVA de Dreux implanté 13, Rue Notre Dame de la Ronde ZI des Livraindières Nord 28100 DREUX. L'inspection a été annoncée le 04/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SITREVA DREUX (ex CADD/SUEZ)
- 13, Rue Notre Dame de la Ronde ZI des Livraindières Nord 28100 DREUX
- Code AIOT : 0010005932/0010000446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La déchèterie actuelle a été construite en 1998 et a été exploitée par un prestataire privé, puis reprise en régie intercommunale de la Communauté d'Agglomération de Dreux (CADD) en 2000. L'exploitation de la déchèterie est désormais gérée par SITREVA depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'installation restant la propriété de l'Agglomération de Dreux.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, SITREVA a par ailleurs repris l'exploitation du centre de transfert jouxtant la déchèterie et anciennement exploité par SUEZ. Ce site est intégré à la réorganisation de la déchèterie, et ces deux installations ont été fusionnées administrativement pour créer une seule ICPE.

Un arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 31/05/2022 pour encadrer la situation temporaire et anticiper le projet de rénovation de la déchèterie et du centre de transfert.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion et traçabilité des déchets,
- Moyens de lutte contre l'incendie,
- Emissions sonores et rejets aqueux de l'installation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Entretien des disconnecteurs	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 3.2	/	Sans objet
16	Procédure d'admission des déchets non dangereux (centre de transfert)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II	/	Sans objet
20	Quantité de déchets entreposés	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 6.2	/	Sans objet
21	Déchets interdits	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 6.3.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Clôture du site	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 5.1.4	/	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 1.9	/	Sans objet
3	Consignes de sécurité	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 1.9	/	Sans objet
5	Schéma des réseaux d'eaux	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 3.2	/	Sans objet
6	Collecte des eaux pluviales	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 3.2	/	Sans objet
7	Valeurs limites de rejet (déchèterie)	Arrêté Préfectoral du 21/11/2006, article 4.3.9	/	Sans objet
8	Valeurs limites de rejet (centre de transfert)	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Mesures périodiques des niveaux sonores	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 4.2	/	Sans objet
10	Niveaux limites de bruit (déchèterie)	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 4.1.1	/	Sans objet
11	Localisation des risques	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 5.2.1	/	Sans objet
12	Vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 5.3.1	/	Sans objet
13	Bassin de rétention EP et eaux incendie	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 5.1.5	/	Sans objet
14	Réception des déchets dangereux (déchèterie)	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 6.3.1	/	Sans objet
15	Réception des déchets non dangereux (déchèterie)	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42-I	/	Sans objet
17	Déchets non dangereux en attente (centre de transfert)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III	/	Sans objet
18	Entreposage des déchets non dangereux (centre de transfert)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	/	Sans objet
19	Opération de tri des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V	/	Sans objet
22	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 5.3.1	/	Sans objet
23	Niveaux limite de bruit (centre de transfert)	Arrêté Préfectoral du 19/05/2005, article 3.4.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une majeure partie des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/05/2022 n'a pas pu être vérifiée lors de l'inspection car les travaux de réhabilitation n'ont pas commencé. L'exploitant a précisé que la phase de travaux interviendra fin 2023-début 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Clôture du site

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site.
<b>Constats :</b> Le site est clôturé.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite que :  -l'installation est clôturée sur une hauteur de 2 mètres environ sur toute sa périphérie, -un panneau de limitation de vitesse est présent à l'entrée du site, -des portails sont présents aux entrées de la déchèterie et du centre de transfert, -les accès à l'installation se font sous la surveillance des agents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 1.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel [...].  L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les consignes d'exploitation font actuellement l'objet d'une mise à jour.
<b>Observations :</b> L'exploitant tient un classeur contenant les consignes d'exploitation destinées aux agents de la déchèterie et précisant les missions, les outils administratifs et les logiciels mis à disposition, l'accueil du public, le dépôt des déchets, les zones de dépôt, l'entretien du site et les consignes de sécurité.  S'agissant du centre de transfert, l'exploitant mentionne que les consignes d'exploitation sont en cours d'actualisation depuis le 21/06/2022. Le projet de document présenté lors de l'inspection recense les conditions d'accès au centre de transfert, les horaires de fonctionnement, la procédure de vidage des camions et d'ouverture des bennes, l'évacuation des semi-remorques, la procédure de fermeture du site, les consignes de maintenance, la procédure de déclaration d'accident ou d'incident, les consignes en cas d'incendie, l'entretien du site, les règles de circulation dans l'enceinte du site et la tenue d'un registre de main courante.  L'exploitant dispose par ailleurs de tableaux de suivi recensant l'ensemble des vérifications périodiques et les opérations d'entretien qui ont été effectuées ou qui sont à réaliser.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 1.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité qui indiquent : -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; -l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -la modalité mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 5.1.5 ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc... ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident [...].
<b>Constats :</b> Des consignes de sécurité ont été établies.
<b>Observations :</b> Des consignes de sécurité sous forme d'affiches ont été établies par l'exploitant concernant : -l'interdiction d'apporter du feu, -les mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident, -les manœuvres pour actionner les vannes d'arrêt en cas d'incendie, -la procédure d'alerte en cas d'urgence et comportant les coordonnées téléphoniques des responsables du site et du personnel d'astreintes, -les précautions à prendre en cas de déversement accidentel de substances dangereuses, -la procédure à suivre en cas d'incendie.  Ces consignes de sécurité sont aussi intégrées dans les consignes d'exploitation, et des panneaux d'affichage rappelant ces consignes de sécurité sont également disposés à l'intérieur du site (local DDS, à proximité des trémies...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Entretien des disconnecteurs

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des disconnecteurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur [...]. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> Absence de justificatif d'entretien des disconnecteurs.
<b>Observations :</b> Dans son dossier de demande d'autorisation environnementale, l'exploitant a prévu un contrôle annuel des disconnecteurs. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'entretien annuel de ces équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Schéma des réseaux d'eaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux d'eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu), [...]
<b>Constats :</b> Les réseaux d'eaux du centre de transfert seront réaménagés lors des travaux de rénovation.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté un schéma des réseaux d'eaux pluviales, d'eaux usées et d'eau potable en date du 25/10/2021 faisant apparaître l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, la localisation des disconnecteurs, la vanne d'arrêt, les compteurs, l'emplacement du séparateur d'hydrocarbures, les secteurs collectés et les points de rejet.  L'exploitant a signalé que les réseaux d'eaux seront réaménagés dans le cadre de la réhabilitation du centre de transfert. L'exploitant a prévu de joindre le nouveau plan des réseaux d'eaux au porter à connaissance qui sera transmis dans le courant du second trimestre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Collecte des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriés [...].
<b>Constats :</b> Les séparateurs d'hydrocarbures ont été entretenus.
<b>Observations :</b> L'installation est équipée de 3 débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures dont 2 localisés au niveau de la déchèterie et 1 au centre de transfert.  Ces équipements ont fait l'objet d'un entretien en mars 2022 comme en atteste les bordereaux de suivi de déchets présentés par l'exploitant lors de l'inspection :  -BSD n°SO322-7537-12-111-1 du 15/03/2022 : 17 tonnes de mélanges de déchets de séparateurs eaux/hydrocarbures (code déchet 13 05 08*) remis le 18/03/2022 à Ecopur ;  -BSD n°SO1322-7549-74-811-2 du 16/03/2022 : 7 tonnes de mélanges de déchets de séparateurs eaux/hydrocarbures remis à Ecopur le 17/03/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Valeurs limites de rejet (déchèterie)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2006, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet (déchèterie)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L 35-8 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution les valeurs limites suivantes :  a) dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : - pH (NFT 90-008) : 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux), - température : < 30°C, b) dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : - matières en suspension (NFT 90-105) : 600 mg/l, - DCO (sur effluent non décanté) (NFT 90-101) : 2 000 mg/l, - DBO5 (sur effluent non décanté) (NFT 90-103) : 800 mg/l [...].
<b>Constats :</b> Les valeurs limites de rejet sont respectées.
<b>Observations :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport d'analyse n°22080654-001 de février 2022 établi par le laboratoire Abiolab-Asposan (accréditation COFRAC n°1-5822) portant sur les rejets aqueux de la déchèterie : -pH : 7,1 -température : 8,7°C -matières en suspension : 19 mg/l -DCO : 261 mg/l -DBO5 : 54 mg/l -indice hydrocarbures : 3,1 mg/l  L'analyse, qui doit être réalisée à fréquence annuelle, a été réalisée en février 2022 soit avant la mise en application de l'arrêté du 31/05/2022. C'est pourquoi cette analyse est basée sur les paramètres retenus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/11/2006.  L'inspection des installations classées précise que pour l'année 2023, les analyses seront à réaliser selon les modalités définies à l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/05/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : Valeurs limites de rejet (centre de transfert)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35																															
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet (centre de transfert)																															
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																															
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :  a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : -pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; -température < 30 °C ;  b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : -matières en suspension : 600 mg/l ; -DCO : 2 000 mg/l ; -DBO5 : 800 mg/l.  Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure [...] ;  d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain. -indice phénols : 0,3 mg/l ; -chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; -cyanures totaux : 0,1 mg/l ; -AOX : 5 mg/l ; -arsenic : 0,1 mg/l ; -hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; -métaux totaux : 15 mg/l.  Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al [...].																															
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.																															
<b>Observations :</b> L'analyse, qui doit être réalisée à fréquence annuelle, a été réalisée en février 2022 soit avant la mise en application de l'arrêté du 31/05/2022. C'est pourquoi, elle respecte l'ensemble des paramètres et les valeurs limites de rejet fixées par l'arrêté ministériel du 26/03/2012 susmentionné. Les prélèvements ponctuels ont été réalisés le 21/02/2022 sur les rejets aqueux du centre de transfert, et d'après le rapport n°22071006-001-V0 du laboratoire Abiolab-Asposan, les résultats suivants ont été obtenus :																															
<table><tr><th>Paramètres</th><th>Valeurs mesurées</th></tr><tr><td>pH</td><td>7</td></tr><tr><td>température</td><td>8,5 °C</td></tr><tr><td>matières en suspension</td><td>120 mg/l</td></tr><tr><td>DCO</td><td>267 mg/l</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>65 mg/l</td></tr><tr><td>indice phénols</td><td>0 mg/l</td></tr></table>		Paramètres	Valeurs mesurées	pH	7	température	8,5 °C	matières en suspension	120 mg/l	DCO	267 mg/l	DBO5	65 mg/l	indice phénols	0 mg/l	<table><tr><th>Paramètres</th><th>Valeurs mesurées</th></tr><tr><td>chrome hexavalent</td><td>&lt; 0,1 mg/l</td></tr><tr><td>cyanures totaux</td><td>&lt;0.010 mg/l</td></tr><tr><td>AOX</td><td>&lt;100 µgCl/l</td></tr><tr><td>arsenic</td><td>0,007mg/l</td></tr><tr><td>hydrocarbures totaux</td><td>3,30 mg/l</td></tr><tr><td>métaux totaux</td><td>11,355 mg/l</td></tr></table>		Paramètres	Valeurs mesurées	chrome hexavalent	< 0,1 mg/l	cyanures totaux	<0.010 mg/l	AOX	<100 µgCl/l	arsenic	0,007mg/l	hydrocarbures totaux	3,30 mg/l	métaux totaux	11,355 mg/l
Paramètres	Valeurs mesurées																														
pH	7																														
température	8,5 °C																														
matières en suspension	120 mg/l																														
DCO	267 mg/l																														
DBO5	65 mg/l																														
indice phénols	0 mg/l																														
Paramètres	Valeurs mesurées																														
chrome hexavalent	< 0,1 mg/l																														
cyanures totaux	<0.010 mg/l																														
AOX	<100 µgCl/l																														
arsenic	0,007mg/l																														
hydrocarbures totaux	3,30 mg/l																														
métaux totaux	11,355 mg/l																														
L'exploitant signale que la convention d'autorisation de rejet est en cours de réactualisation, et celle-ci sera transmise à l'inspection des installations classés dès qu'elle sera validée.																															
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																															
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																															

## N° 9 : Mesures périodiques des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les 3 ans [...].
<b>Constats :</b> Les émissions sonores ont été mesurées il y a moins de 3 ans.
<b>Observations :</b> L'exploitant a fourni les rapports de surveillance des émissions sonores de la déchèterie et du centre de transfert datant de moins de 3 ans :  -rapport n°ENVM202206048 du laboratoire CBTP du 28/06/2022 (période diurne hors dimanche et jours fériés) ; -rapport n°ENVM202206048 du laboratoire CBTP du 28/06/2022 (période diurne du dimanche) ; -rapport n°ENVM202109037 du laboratoire CBTP du 24/09/2021 (périodes diurne et nocturne hors dimanche et jours fériés) ; -rapport n°ENVM202109037 du laboratoire CBTP du 24/09/2021 (périodes diurne et nocturne du dimanche).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Niveaux limites de bruit (déchèterie)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux limites de bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.
<b>Constats :</b> Les niveaux de bruit de la déchèterie sont conformes.
<b>Observations :</b> Une campagne de mesures acoustiques a été réalisée le dimanche 26/06/2022 et le lundi 27/06/2022 au niveau des points situés en limite Sud (LS1), en limite Ouest (LS2), en limite Nord (LS3) et en limite Est (LS4) de la déchèterie.  Il ressort des rapports n° ENVM202206048 établis par le laboratoire CBTP en date du 28/06/2022 que : -les niveaux sonores diurnes en semaine [Leq = 61 dB(A) LS1 ; 48,5 dB(A) LS2 ; 49 dB(A) LS3 ; 63 dB(A) LS4] sont conformes au niveau limite admissible de 70 dB(A) ; -les niveaux sonores diurnes le dimanche [Leq = 55 dB(A) LS1 ; 44 dB(A) LS2 ; 50,5 dB(A) LS3 ; 60 dB(A) LS4] sont conformes au niveau limite admissible de 70 dB(A) ; -l'installation n'est pas concernée par une zone à émergence réglementée en l'absence d'habitations dans un rayon de moins de 200 mètres autour du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Localisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles [...].</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour [...].</p>
<b>Constats :</b> Présence d'un plan de localisation des risques de l'établissement.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a établi un plan général de localisation des risques pour la déchèterie et le centre de transfert comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les pictogrammes de dangers associés à chacune des zones à risque (inflammable, risque de chute...),</li> <li>-l'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie (borne incendie, extincteurs et RIA),</li> <li>-le bassin de confinement des eaux d'extinction incendie et de régulation des eaux pluviales de 1500 m<sup>3</sup>,</li> <li>-la réserve incendie de 230 m<sup>3</sup>,</li> <li>-et les vannes de sectionnement.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 5.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<b>Constats :</b> Les extincteurs présents au niveau de la déchèterie sont en bon état de fonctionnement. Présence cependant d'un extincteur de plus de 10 ans non remplacé au niveau d'un bureau.
<p><b>Observations :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie ont fait l'objet d'une vérification par la société Eurofeu le 01/04/2022. Il ressort du rapport n°10027766 que les extincteurs présents au niveau de la déchèterie sont en bon état de fonctionnement.</p> <p>S'agissant du centre de transfert, le rapport n°10027586 conclut que les robinets incendie armés (RIA) ne présentent pas d'anomalie, mais qu'au niveau de l'extincteur n°12 (bureau peson), celui-ci est à remplacer car sa durée de validité est supérieure à 10 ans.</p> <p>L'exploitant précise que le remplacement de l'extincteur défectueux sera réalisé dans les plus brefs délais.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Bassin de rétention EP et eaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de rétention EP et eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
<b>Constats :</b> Pas d'écart relevé.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté que l'installation est équipée d'un bassin de régulation des eaux pluviales et de rétention des eaux d'extinction incendie, entièrement clôturé et accessible par un portillon depuis la voie publique. L'exploitant a précisé qu'il est prévu de mettre en place une clé en croix pour les pompiers.  L'emplacement du bassin est conforme au plan annexé à la demande de modification des conditions d'exploiter du 19 juin 2013. L'inspection des installations classées a noté également la présence du boîtier de la vanne d'arrêt à proximité du bassin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Réception des déchets dangereux (déchèterie)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception des déchets dangereux (déchèterie)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets [...].</p> <p>Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).</p> <p>Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké [...].</p>
<b>Constats :</b> La déchèterie dispose d'un local de stockage de déchets dangereux.
<b>Observations :</b> L'exploitant a mentionné que la réception des déchets se fait sous le contrôle des agents de la déchèterie pendant les jours et horaires d'ouverture du site. Les agents sont également chargés d'effectuer un tri des déchets dangereux spécifiques (DDS), et de les stocker dans le local DDS.  <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les produits dangereux sont stockés sous rétention dans un local dédié aux produits chimiques, et accessible uniquement au personnel de la déchèterie. Un panneau d'affichage est apposé sur le local de déchets dangereux (accès interdit aux personnes non autorisées, interdiction de fumer, pictogrammes de dangers : gaz sous pression, nocif/irritant, CMR, comburants, matières inflammables, matières corrosives, danger pour le milieu aquatique, toxique, matières explosives et numéros d'urgence).</p> <p>A l'intérieur du local, les produits pâteux/peintures sont entreposés dans des caisses de 600 litres environ. Les acides, bases, produits phytosanitaires, comburants et radiographies sont stockés respectivement dans des caisses de 60 litres posées sur des étagères. Les différents contenants sont identifiés par des pictogrammes de dangers.</p> <p>Les rétentions sont visuellement adaptées au volume stocké dans ce local.</p> <p>Les consignes, le tableau de compatibilité des substances chimiques et le plan de stockage comportant la nature des déchets, l'emplacement des différents contenants et la quantité maximale autorisée (3,5 tonnes) sont affichés à l'intérieur du local.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Réception des déchets non dangereux (déchèterie)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception des déchets non dangereux (déchèterie)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.  Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Les déchets non dangereux peuvent être directement déposés par les usagers : -dans les contenants de différentes tailles situés après la zone d'accueil et spécifiques à la nature des déchets (caissons de 160 litres pour les néons, bacs de 120 litres pour les ampoules, borne d'huile alimentaire usagée, fûts de collecte des piles...), -depuis le haut des quais où sont disposées des bennes identifiées par catégorie de déchets (tout-venant, métaux, cartons, mobilier) ou des aires d'entreposage (gravats, bois, végétaux)  Dès l'entrée du site, les agents de la déchèterie contrôlent visuellement l'apport des déchets par les particuliers. Le degré de remplissage des bennes est régulièrement contrôlé par les agents depuis le haut des quais.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Procédure d'admission des déchets non dangereux (centre de transfert)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'admission des déchets non dangereux (centre de transfert)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous [...].  a) Informations à fournir : <ul style="list-style-type: none"><li>- source (producteur) et origine géographique du déchet ;</li><li>- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;</li><li>- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;</li><li>- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;</li><li>- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;</li><li>- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;</li><li>- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri [...].</li></ul>
<b>Constats :</b> Certaines informations relatives aux déchets admis sont manquantes notamment concernant la radioactivité.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que chaque camion de collecte entrant dans le centre de transfert passe sur le pont-bascule qui est relié à un système informatique. Ce logiciel permet d'identifier le nom de l'entreprise, son numéro de carte, le type de déchet, le transporteur, le site de provenance, le poids d'entrée et de sortie. L'accès au quai de transfert étant principalement réservé aux collectes de la communauté d'Agglomération de Dreux, l'identification des camions permet d'avoir une traçabilité correspondante aux tournées de collecte.  L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite que certaines informations exigées par la prescription précitée sont manquantes sur le logiciel comme les codes déchet, la composition et l'apparence du déchet...  L'exploitant a précisé par ailleurs que le site n'est pas actuellement équipé d'un portique de radioactivité. Les agents du site contrôlent visuellement les camions entrant au centre de transfert lors de leur passage sur le pont-bascule et lors du vidage des bennes.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : Déchets non dangereux en attente (centre de transfert)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets non dangereux en attente (centre de transfert)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur [...].
<b>Constats :</b> Le centre de transfert n'est pas équipé d'une zone d'attente.
<b>Observations :</b> En cas de non-présentation d'un document requis ou de non conformité du déchet reçu, l'exploitant mentionne que le chargement est immédiatement refusé (en moyenne 1 refus partiel par mois) compte tenu de l'absence de zone d'attente d'entreposage au sein du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : Entreposage des déchets non dangereux (centre de transfert)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des déchets non dangereux (centre de transfert)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées [...].  La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.  Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur [...].
<b>Constats :</b> Présence d'aires d'entreposage distinctes.
<b>Observations :</b> Le centre de transfert dispose de plusieurs alvéoles distinctes où sont déchargées et entreposées les déchets en fonction de leur nature : déchets végétaux, bois, gravats inerte et tout-venant. Ces alvéoles sont séparées les unes des autres par des murs béton et la hauteur de stockage des déchets entreposés est visuellement estimée à moins de 6 mètres.  L'exploitant précise par ailleurs que les bouteilles de gaz liquéfié ne sont pas admises au sein de l'établissement, et les professionnels se rendant sur le site sont familiarisés à ce sujet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 19 : Opération de tri des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Opération de tri des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination) [...].
<b>Constats :</b> Pas d'écart relevé.
<b>Observations :</b> L'exploitant mentionne que pour chaque véhicule entrant dans le centre de transfert, celui-ci est orienté par l'opérateur vers les zones de déchargement appropriées au type de déchets (trémies d'ordures ménagères ou alvéoles).  Les déchets sont séparés en fonction de leur matière par tri manuel ou mécanique (utilisation d'un grappin et d'une chargeuse) pour être ensuite expédiés vers les filières de traitement ou de valorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 20 : Quantité de déchets entreposés**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 6.2																	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantité de déchets entreposés																	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																	
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :																	
<table><tr><th>Type de déchets</th><th>Quantité max sur site (en tonne)</th></tr><tr><td>Ordures ménagères</td><td>225</td></tr><tr><td>Tout venant (enfouissement)</td><td>147</td></tr><tr><td>Tout venant (incinération)</td><td>50</td></tr><tr><td>Végétaux</td><td>180</td></tr><tr><td>Bois</td><td>121</td></tr><tr><td>Gravats</td><td>625</td></tr><tr><td>Verre</td><td>245</td></tr></table>		Type de déchets	Quantité max sur site (en tonne)	Ordures ménagères	225	Tout venant (enfouissement)	147	Tout venant (incinération)	50	Végétaux	180	Bois	121	Gravats	625	Verre	245
Type de déchets	Quantité max sur site (en tonne)																
Ordures ménagères	225																
Tout venant (enfouissement)	147																
Tout venant (incinération)	50																
Végétaux	180																
Bois	121																
Gravats	625																
Verre	245																
<b>Constats :</b> Les quantités de déchets végétaux et tout-venant dépassent les seuils autorisés.																	
<b>Observations :</b> L'exploitant indique avoir mis en place un tableau de suivi des quantités de déchets entreposés et qui est mis à jour de façon hebdomadaire selon les flux d'entrée et de sortie.  Les quantités relevées au jour de l'inspection sont les suivantes : -ordures ménagères : 221,98 tonnes, -végétaux : 234,13 tonnes, -bois : 102,77 tonnes, -gravats : 110,70 tonnes -tout-venant (enfouissement et incinération) : 401 tonnes. L'exploitant précise que sur la quantité totale de déchet "tout-venant", la part d'enfouissement est d'environ 60% (soit 240,60 tonnes) et de 40% pour l'incinération (soit 160,40 tonnes).  L'exploitant ajoute par ailleurs que le site n'entrepasse pas actuellement de déchet de verre, et que ce sera le cas après l'achèvement des travaux de réhabilitation du site.																	
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites																	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																	

## N° 21 : Déchets interdits

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 6.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets interdits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets suivants sont interdits sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• DASRI ;</li> <li>• Les déchets contenant de l'amiante ;</li> <li>• Les déchets radioactifs. L'exploitant tient à jour une liste des déchets interdits sur le site associé à la liste des exutoires qui peuvent récupérer ces déchets. Cette liste est tenue à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</li> </ul> <p>L'exploitant informe l'utilisateur de la déchetterie de l'exutoire disponible pouvant récupérer un déchet qui n'est pas accepté sur la déchetterie.</p>
<p><b>Constats :</b> L'admission des DASRI des particuliers au sein du site n'est pas conforme à la prescription susmentionnée.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté que la liste des déchets admis est affichée à l'entrée de la déchetterie. L'exploitant a par ailleurs mentionné que les déchets suivants ne sont pas admis au sein de la déchetterie et du centre de transfert :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-déchets contenant de l'amiante,</li> <li>-bouteilles de gaz,</li> <li>-produits radioactifs,</li> <li>-cadavres d'animaux,</li> <li>-cuves et réservoirs,</li> <li>-explosifs et armes,</li> <li>-gravats en mélange,</li> <li>-médicaments,</li> <li>-voitures et moteurs,</li> <li>-pneus poids lourds et agricoles,</li> <li>-ordures ménagères (sauf centre de transfert).</li> </ul> <p>Concernant les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI), l'exploitant a précisé que la déchetterie ne récupère que ce type de déchets provenant des particuliers (comme les piqûres utilisées par les personnes diabétiques), ce point n'est pas conforme à la prescription susvisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 22 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 5.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>• de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;</li><li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles [...] ;</li><li>• d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau [...] ; Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours [...] ;</li><li>• d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles [...].</li></ul>
<b>Constats :</b> L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté que l'installation est dotée : <ul style="list-style-type: none"><li>-d'extincteurs et de RIA bien visibles et répartis à l'intérieur du site et notamment dans les zones à risque (local DDS, locaux d'accueil, trémies, station de carburants...)</li><li>-d'une borne incendie située sur la voie publique et à proximité de l'entrée de l'établissement,</li><li>-d'une réserve incendie de 230 m<sup>3</sup> localisée au niveau de l'entrée de la déchèterie,</li><li>-de sacs d'absorbants au niveau du local DDS et de la zone d'apport volontaire,</li><li>-de plans du site où sont identifiées les zones à risque,</li><li>-d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</li></ul> <p>L'exploitant a précisé par ailleurs que des caméras thermiques ont été installées au-dessus des trémies, et qu'un contrôle de température est effectué à l'aide d'une caméra thermique au niveau des différentes alvéoles de stockage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 23 : Niveaux limites de bruit (centre de transfert)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2005, article 3.4.3		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux limites de bruit (centre de transfert)		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période de fonctionnement 7 h 00 à 22 h 00, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période de fonctionnement 22 h 00 à 7 h 00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
[...] Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :		
Emplacements Selon plan annexé à l'étude acoustique	Niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété	
	Période diurne	Période nocturne
Point 1 (angle nord-est du site)	L 50 = 62,6	L 50 = 54,4
Point 2 (angle sud-ouest du site)	L 50 = 56,4	L 50 = 46,6
<b>Constats :</b> Les niveaux limites sonores sont respectés.		
<b>Observations :</b> Une campagne de mesures acoustiques a été réalisée le mardi 21/09/2021 au niveau des points situés en limite Nord-Est (LS1-entrée du site) et en limite Sud-Ouest (LS2) du centre de transfert. Les points de mesures sont conformes à la prescription susmentionnée.  Il ressort du rapport n° ENVM202109037 établi par le laboratoire CBTP en date du 24/09/2021 que : -les niveaux sonores diurnes en semaine [L50 = 52 dB(A) LS1 ; 49,5 dB(A) LS2] sont conformes aux niveaux limites admissibles de 62,6 dB(A) LS1 et 56,4 dB(A) LS2 ; -les niveaux sonores nocturnes en semaine [Leq = 49,5 dB(A) LS1 ; 43 dB(A) LS2] sont conformes aux niveaux limites admissibles de 54,4 dB(A) LS1 et 46,6 dB(A) LS2 ; -l'installation n'est pas concernée par une zone à émergence réglementée en l'absence d'habitations dans un rayon de moins de 200 mètres autour du site.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		